



N° 19
juin 2019

Nom de l'organisation :
USR CGT 37
18, rue de l'Oiselet
37550 SAINT AVERTIN
Tel : 02 47 38 53 81

usrcgt37@orange.fr
www.ud37.cgt.fr

Édité par l'Union
Syndicale des Retraités
CGT
D'Indre et Loire
Directeur de publication :
Hervé Rigault

N° ISSN: 2275-4261

SOMMAIRE

Page 1 : Editorial

Page 2 : retour sur la 4^{ème} fête
de l'USR

Page 3 : hausse des tarifs
d'électricité : 6% d'arnaque !
les brèves.

Page 4 : congrès de l'UFR Santé
action sociale table ronde sur
les retraites

Page 5 Les RDV mensuels de
l'USR CGT des retraités

Page 6 : extraits d'un entretien
vidéo Roux de Bézieux, le
nouveau président du MEDEF:

Page 7 : appel du 52^{ème} congrès

Page 8 : sports/loisirs/culture

Découvrez le site de l'Union
Confédérale des Retraités CGT :
<http://www.ucr.cgt.fr/>

Le lien des retraités d'Indre et Loire

Editorial

Hervé RIGAULT
Secrétaire de l'USR CGT 37

Notre USR à l'initiative, l'affaire de chaque syndiqué retraité

Tous les commentateurs nous le martèlent : aux élections européennes le parti d'extrême droite a remporté la victoire et celui du président a sauvé les meubles. C'est ce que l'on veut que l'on admette à tout prix. Mais de quelle victoire parle-t-on quand, en fait 88 % des électeurs n'ont pas voté pour le vainqueur et de quelle performance parle-t-on quand 89 % n'ont pas voté pour le deuxième ? Ce que révèlent véritablement ces élections, où seulement 48 % des électeurs se sont exprimés, c'est bien une crise de la démocratie, une grande méfiance populaire vis à vis des institutions, syndicats compris hélas.

C'est aussi ce qu'exprime, non sans contradictions, le mouvement des Gilets Jaunes comme le mettait en évidence Gisèle Vidallet secrétaire confédérale de la CGT dans l'édition du mois de mai de la NVO. Elle invitait la CGT, au moment où s'ouvrait son congrès, à s'ouvrir aux autres, à retrouver sa base historique, celle d'un syndicat de classe et de masse, s'appuyant sur une vie syndicale démocratique à la fois pour mener une politique « du carreau cassé » et pour transformer la société.

Aujourd'hui, **les risques pour la CGT**, comme pour le syndicalisme en général, sont multiples : la frilosité, le repli sur soi corporatiste ou sectaire, ou encore l'intégration dans le fonctionnement de l'entreprise à travers le CSE mis en place par le pouvoir. **Le prix** en serait la perte de contacts avec la masse des salariés, des travailleurs dont les retraités avec de graves défaites à la clé.

Pendant ce temps-là, et malgré sa faiblesse de base (selon les sondages, plus de 70 % de la population lui demande de changer de politique), **le gouvernement** qui gère les affaires communes du Capital entend poursuivre son entreprise de destruction de nos conquêtes sociales. La fonction publique, l'école, le système de santé, après que le code du Travail ait été pulvérisé, sont aujourd'hui attaqués de plein fouet.

Et, les élections étant passées, la période de vacances arrivant, va venir, après une année de palabres, **l'heure de la contre-réforme des retraites** avec le système universel par points. Nous le refusons car son seul but est de faire baisser la part de pensions dans le Produit Intérieur Brut, en France et en Europe, au détriment, nous l'avons déjà démontré, des salariés qu'ils soient actifs ou en retraite.

Une fois cette position clairement définie, **que fait-on ?**

Doit-on attendre que les directions confédérales se mettent d'accord pour une journée d'action à la rentrée ? Cette stratégie ne nous a pas permis de remporter la moindre victoire depuis longtemps et elle affaiblit et discrédite le syndicalisme.

Non, il faut **résister et prendre des initiatives** partout où on le peut, avec les moyens dont on dispose, comme le font, par exemple, les hospitaliers ou les postiers d'Amboise. Ça peut être payant.

C'est dans cet état d'esprit que le Conseil Départemental de l'USR CGT a décidé d'**organiser chaque mois un Rendez Vous** devant un service public menacé avec des tracts pour la défense de ce service, contre la réforme des retraites et pour les revendications de la CGT. Nous l'avons fait devant la poste centrale de Tours le 26 avril, à Trousseau le 27 mai et nous le ferons devant la gare le 24 juin (10 heures). Il faut que les sections syndicales de retraités s'emparent de ces rendez-vous, les fassent vivre, en inventent d'autres. C'est notre première contribution à la bataille générale.

D'ores et déjà nous avons réussi à faire bouger les lignes puisque les UD CGT, FO, Solidaires et FSU ont pris l'initiative d'une journée de diffusion et d'un rassemblement commun le 13 juin pour lancer dès avant les vacances la bataille des retraites. L'intersyndicale retraités du département a appelé à s'y associer.

Alors, sans attendre, **participez** à nos initiatives, et **faites en vivre** d'autres, le plus possible.

Le lien des retraités d'Indre et Loire

Le 18 mai 2019 4^{ème} fête de l'USR à Veigné : Une réussite malgré la pluie

Tous
en
fête!



Notre 4^{ème} fête de l'USR CGT 37 s'est déroulée cette année au stade GAZELEC (Propriété de la CMCAS d'EDF) à Veigné. 65 camarades ont répondu présent malgré une météo exécrable tout au long de la journée. Le matin notre traditionnelle randonnée a rassemblé quelques 15 camarades pour une rando des moulins qui, équipés de leurs imperméables et parapluies ont pu profiter de la beauté de l'Indre tout au long de nos 8 km.



Nouveau lieu mais aussi nouveau traiteur, c'est notre ami Pascal Bourgeois du restaurant « le Faisan » de Saint Avertin qui nous a préparé un repas copieux et délicieux avec un veau marenco excellent.

Merci à nos camarades d'EDF mais aussi à celles et à ceux qui ont assuré l'installation puis le rangement et le service. Merci également à nos camarades de l'Institut d'histoire pour le quizz et à notre ami Jean Lamamy pour ses talents de Chanteur.



Prochain RDV pour notre 5^{ème} fête : l'année prochaine, même lieu et encore beaucoup de fraternité

Le lien des retraités d'Indre et Loire

HAUSSE DES TARIFS DE L'ELECTRICITE : 6% D'ARNAQUE !!!



La décision d'augmenter les tarifs régulés de l'électricité est insupportable pour plusieurs raisons.

La première est qu'elle est profondément injuste. Sa seule justification est de permettre aux concurrents d'EDF de pouvoir vendre l'électricité qu'ils ont du mal à écouler du fait de leurs tarifs prohibitifs. C'est de la concurrence inversée. On nous a vendu l'ouverture à la concurrence pour faire baisser les tarifs, or c'est exactement l'inverse qui se produit.

Le gouvernement oblige EDF à augmenter ses tarifs pour s'aligner sur les autres fournisseurs qui n'arrivent pas du fait de leur structure à avoir des tarifs aussi bas.

Le fin du fin, c'est qu'EDF est également obligé de vendre aux autres fournisseurs 25% de l'électricité qu'elle fabrique à un tarif inférieur aux cours du marché. Soit on marche sur la tête, soit c'est une décision délibérée pour casser la belle entreprise EDF déjà bien attaquée de toutes parts.

La deuxième, c'est que cette augmentation va une fois de plus impacter directement les foyers les plus modestes. Tous les usagers vont mettre la main à la poche pour permettre aux entreprises de fourniture d'électricité de se gaver.

Depuis des années la CGT revendique le passage de l'électricité en produit de première nécessité, ce qui aurait pour effet de faire passer la TVA à 5,5% avec une forte incidence sur la facture. De plus la CGT se bat pour la création d'un pôle public de l'énergie qui garantisse un approvisionnement de qualité à chacun au meilleur coût.

QUIZ : le gouvernement veut remettre en question le tarif particulier des agents EDF. Question : A qui profitera cette mesure ?

- 1) à faire baisser le prix de l'électricité pour les foyers les plus modestes ?
- 2) À aller directement dans la poche des actionnaires ?

Pas besoin de donner la réponse. Ce n'est pas en rognant le pouvoir d'achat des agents EDF et GDF que les factures vont baisser. La seule motivation du gouvernement est d'opposer une fois de plus les différentes catégories de salariés afin d'imposer à tous un peu plus d'austérité.

Patrick Fresne

Les brèves.....les brèves.....les brèves.....les brèves.....les brèves.....

Mars 2019 (suite)

14 : Vers la suppression des ordonnances papier dans le département en 2020

Annnonce de la fermeture du Centre d'Information et d'Orientation de Tours
Grève des fonctionnaires des impôts / fermetures de centres et suppressions d'emplois

15 : 3000 jeunes dans la rue à Tours pour le climat et la justice sociale

19 3000 manifestants à Tours (interpro)

22 : LA NR sur l'amiante à l'île Aucard d'après dossier CGT municipaux de Tours

30 : Fermetures de 6 supérettes Vival sur l'agglomération de Tours

Avril

11 : 600 à la manif retraités

13 : 400 au rassemblement pour la liberté de

manifestation

19 : Rassemblement de policiers / augmentation du nombre de suicides dans la profession

24 : L'appel d'offres de la Préfecture pour la protection de l'enfance écarte la Sauvegarde, 138 emplois en jeu

26 : Fuite d'acide chez Synthron (ex Protex) à Auzouer

29 : Premier RV des retraités (USR CGT 37) devant la Poste

Début de la grève des postiers d'Amboise

30 : Auchan annonce la fermeture de ses supérettes à Tours et à Esvres

Mai

1^{er} : 2500 manifestants (Syndicats, Gilets Jaunes, Militants climat, Organisations politiques)

2 : Amboise bouclée par la police, manif interdite/ visite Macron et Salvini
Débrayage (CGT) chez Effico/salaires

8 : Fin victorieuse de la grève des postiers d'Amboise

9 : 1600 à la manif Fonction Publique

13 : Incendies de voitures à Joué, une compagnie de CRS en permanence sur les lieux

15 : Buzyn : maintien du numerus clausus du nombre de médecins formés dans notre région pourtant en voie de désertification médicale

16 La police fait évacuer le bidonville des îles noires à La Riche

18 : 65 à la fête de l'USR à Veigné malgré la météo
Le FCT perd son statut professionnel, perte de 65

emplois

26 : Le Centre d'Information du Droit des Femmes menacé faute de crédits

27 : 15 000 électeurs empêchés de voter à Tours / bug du Répertoire Électoral Unique

2ème RV des retraités (USR CGT 37) devant Trousseau

29 : Le Conseil Municipal de Saint Pierre contre la Loi Blanquer

31 : L'Agence Locale pour les Économies d'Énergie met en garde contre les arnaques/ isoler votre maison pour 1 Euro

Sur la période, les Gilets Jaunes ont manifesté chaque samedi malgré la répression policière et judiciaire.



Le lien des retraités d'Indre et Loire

Congrès de l'UFR Santé action sociale Table ronde sur les retraites

Italie avec Leopoldo Tartaglia de la SPI CGIL

Exemple négatif : **une des pires situations en Europe** :

C'était un régime par répartition, il est remplacé progressivement par un régime à « comptes notionnels » (1), depuis 96, avec l'âge de la retraite à taux plein qui recule jusqu'à 67 ans en 2021 et 42 ans de cotisation depuis le 1^{er} janvier 2019

L'action sur la retraite est le moyen principal pour diminuer les dépenses publiques.

En nov. 2011 le gouvernement Monti venu après Berlusconi a sorti des décrets pour « sortir l'Italie de la crise » dont la réforme des retraites ; il n'y a eu qu'une grève symbolique ; il a augmenté l'âge de la retraite et le nombre d'années de contributions passées de 35 à 42 ans et établi un lien ajusté automatiquement entre le montant de la pension et l'espérance de vie dépendant des statistiques sur l'espérance de vie réévaluée tous les 2 ans.

Le marché du travail est actuellement bouleversé par la précarité

Belgique avec JF Tamellini secrétaire fédéral de la FGTB

Lutte victorieuse contre les régimes à points.

Il y a 3 régimes de retraite en Belgique : Salariés, indépendants et fonctionnaires

D'où vient la réforme et à qui profite le crime ? C'est le patronat qui en 2004 voulait faire travailler jusqu'à 70 ans ; le gouvernement d'ultra-droite a tenté de faire passer les retraites à 67 ans et la retraite à points.

C'est quoi la retraite à points ?

- : un compteur individuel : si vous gagnez 1000 € par mois à la fin de l'année vous gagnez 1 point.
- Les périodes assimilées sont supprimées
- 2 ans avant la mise à la retraite vous connaissez la valeur du point avec un correcteur démographique et une correction macroéconomique : si dette publique,

chômage trop élevé, on gèle le point

- Les enjeux** : diminuer les cotisations sociales, harmoniser les retraites vers le bas et privatiser (le ministre des pensions est dit ministre des « fonds de pension ») sachant que l'espérance de vie en bonne santé est de 64 ans.
- Résistance syndicale** : il y a eu un front commun syndical mobilisation de 140.000 personnes à Bruxelles
3 grèves générales sur les retraites La réforme a été mise au frigo

Des retraités « le gang des vieux et des vieilles en colère » ont mené des actions coups de poing.

En Belgique : les hommes ont 75 % de leur salaire soit 1000 € en moyenne à la retraite et les femmes 60 % soit 850 € en moyenne (carrières incomplètes) et partent souvent plus tard.

Les retraités demandent l'âge de la retraite à 65 ans avec 1500 € nets et 60 ans pour les retraites anticipées (actuellement il faut 65 ans et 45 ans de cotisations pour le taux plein et il est prévu d'augmenter à 66 ans en 2025 et 67 ans en 2030)

L'argent il y en a : la fraude fiscale est de 20 milliards en Belgique et les cadeaux au patronat de 10 milliards par an.



France par Régis Mezzasalma

Grands principes de la réforme
Système par points, % de cotisation bloqué à 28 % pour toucher une retraite et on ne revient pas sur les 62 ans....

Depuis 1993, toutes les réformes régressives menées par les gouvernements successifs ont abaissé les droits à la retraite des salariés tout en maintenant un âge de départ et un niveau de pension donnés. Aujourd'hui le gouver-

nement veut supprimer ces derniers repères collectifs. Il ne sera plus possible de savoir combien on va toucher de retraite si la réforme passe

Calendrier :

Juin : Présentation du projet de loi
Automne : passage au Parlement pour une application progressive de 2020 à 2025

Les droits acquis ne tombent pas, c'est la génération de 1963 qui sera touchée.

C'est un système à rendement non défini : pilotage automatisé chaque année pour juguler la part du PIB consacrée aux pensions.

Problème de solidarité : le % pour droits familiaux est à enveloppe constante, on tendrait à une individualisation des droits.

Niveau de pension : l'âge effectif est déterminé par l'âge d'ouverture des droits et l'âge d'annulation de la décote ; les femmes vont souvent jusqu'à 67 ans.

Le système ne sera pas équilibré si tout le monde part à 62 ans, donc pour inciter à continuer : surcote après 62 ans

Il est envisagé la possibilité de cumul-emploi retraite avec possibilité d'abonder pour sa retraite.

La retraite par points c'est une loterie.
Une seule organisation la demande, la CFTD ; même le MEDEF n'est pas demandeur ; il veut lui, augmenter l'âge de la retraite et la durée d'assurance.

Réversion : Actuellement 13 mécanismes différents : le couple est une unité ½ de consommation, il est question de laisser un niveau de vie moyen exemple 4000 € + 2000 € donnera 3000€

36 milliards d'€ sont attribués à la réversion.

(1) Le système fonctionne comme un régime par capitalisation, les cotisations étant accumulées sur un compte fictif personnel. Elles sont revalorisées en fonction du taux de croissance et du PIB. Ce capital virtuel est transformé en rente par un coefficient, en fonction croissante de l'âge et décroissante de l'espérance de vie.

Le lien des retraités d'Indre et Loire

Les rendez-vous mensuels de La CGT des retraités

Notre conseil syndical a décidé d'organiser les RDV mensuels de L'USR CGT des Retraités pour aller à la rencontre des salariés en retraité ou non autour de trois problématiques

Le 29 avril 2019 de 10h30 à 12h nous nous sommes retrouvés devant La Poste principale Boulevard Béranger à Tours sur la question de la présence postale



Pour des bureaux de poste de proximité.

Pour un véritable service public !

Dans un contexte d'exigences sociales fortes sur les questions démocratiques et sur la nécessité d'un service public de proximité qui réponde réellement aux besoins des populations, le Gouvernement et la direction de La Poste préparent en catimini et dans la discrétion la plus totale, un nouveau contrat dit de « Présence postale territoriale 2020-2022 ». Le but de ce contrat de « Présence postale territoriale » tripartite est de redéfinir le paysage postal pour les années à venir.



Le 27 mai de 14h30 à 16h
Devant l'Hôpital Trousseau à Chambray les Tours sur les questions de la santé et de l'accès aux soins



**« Ma santé 2022 » un pas de plus
Dans la destruction des services publics de santé**

La ministre prétend résoudre le problème des déserts médicaux et de l'accès aux soins, mais ses remèdes continuent plutôt à détricoter l'hôpital public et donner plus de place à l'exercice libéral de la médecine. Il ne resterait que 5 à 600 « hôpitaux de proximité » et peut-on les appeler encore des hôpitaux ? Les « hôpitaux de proximité » n'auront plus ni urgence, ni maternité, ni chirurgie mais ne garderont que médecine gériatrie, réadaptation en lien avec les médecins libéraux en ville (s'il y a en a).



Dans le 37, que vont devenir les hôpitaux locaux comme :

- Loches qui a déjà perdu sa maternité et dont la chirurgie ne fonctionne qu'avec l'apport des médecins du CHU,
- Chinon dont la chirurgie a été privatisée et dont la maternité est sur la sellette
- Amboise qui a déjà perdu sa maternité, son service d'oncologie, son laboratoire... ?



Notre prochain RDV est fixé pour le 24 juin de 10h30 à 12h devant la gare de Tours

Dans l'agglomération le transport de voyageurs est assuré par Fil Bleu : bus + tram. Une deuxième ligne de tram est programmée et un allongement des dessertes de Fil Bleu. La question de la gratuité des transports urbains est posée notamment dans le cadre de la protection de notre environnement.

Dans le reste du département c'est REMI, le réseau sous l'autorité de la Région, qui regroupe les cars ex-Fil Vert et TER, le ramassage scolaire, et les trains ex-TER et Intercités (Paris Orléans Tours). Si l'exploitation des bus, tram et cars est confiée à des groupes privés, pour l'instant c'est « SNCF » qui assure le transport par fer. Dans des conditions qui posent question du fait de la course à la productivité de sa direction, avec suppressions de guichets et lignes au bord de la fermeture (ex : Loches) etc. Privatisation et ouverture à la concurrence sont à l'ordre du jour : fermetures de lignes, train plus cher, complexification tarifaire, service rendu moindre.

Le lien des retraités d'Indre et Loire

Roux de Bézieux le nouveau président du MEDEF :

« La CGT est devenue un bastion conservateur ancré dans le XXe siècle »

(Crédits : Noir sur Blanc (Essec : École supérieure des sciences économiques et commerciales) extraits d'un entretien vidéo)

Moins d'un an après sa nomination à la tête du MEDEF, Geoffroy Roux de Bézieux a accepté de répondre ce mercredi 27 Mars aux questions des Mardis de l'ESSEC. C'est avec un franc-parler détonnant que cet alumnus de l'ESSEC s'est adressé aux nouvelles promotions. Une interview sans filtre durant laquelle la place du MEDEF au sein du dialogue social houleux en France, la politique économique d'Emmanuel Macron et l'évolution du patronat ont été les principaux sujets évoqués.

Des corps intermédiaires fragilisés

Geoffroy Roux de Bézieux a tout d'abord regretté l'affaiblissement des corps intermédiaires provoqué à la fois par la politique de renforcement de l'exécutif menée par Emmanuel Macron, qu'il qualifie de « président qui fait tout », et le mouvement des gilets jaunes, ardents défenseurs de la démocratie directe.

« Vous regardez les gilets jaunes, tout est contradictoire. Le rôle des représentants est de transformer ça en synthèse opérationnelle permettant d'avancer ».

Le grand débat national aurait renforcé cette tendance libérale :

« La démocratie directe est le meilleur chemin vers la dictature », a-t-il prévenu en rappelant les écrits de Tocqueville.



Mais les syndicats ont également leur part de responsabilité, « y compris le MEDEF » a-t-il ajouté. La baisse de leur représentativité et leur faible adaptation face aux évolutions rapides du monde de l'entreprise ont aggravé la méfiance dont ils sont victimes. Geoffroy Roux de Bézieux n'a pas mâché ses mots au sujet de l'actuel secrétaire général de la CGT :

« Quand on regarde les propositions de Philippe Martinez, on a l'impression que l'économie n'a pas bougé depuis 40 ans (...) La CGT est devenue un bastion conservateur ancré dans le XXe siècle ».

Afin d'éviter de tomber dans ce piège, le

MEDEF peut compter sur son nouveau président :

« Ce que je veux, c'est permettre au MEDEF de s'adapter aux entrepreneurs (...) Le rôle du MEDEF c'est d'éclairer l'avenir ».

CICE : à la recherche du million d'emplois perdus.

Geoffroy Roux de Bézieux a dû s'expliquer sur les engagements de son prédécesseur, notamment la promesse d'un million d'emplois créés sur 5 ans grâce à l'adoption du *Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi*. Estimer l'impact précis du CICE sur le marché du travail est complexe : selon les estimations de France Stratégie, entre zéro et 330 000 emplois auraient été créés grâce à cette mesure phare du quinquennat de François Hollande. Toutefois l'actuel président du MEDEF se veut plus optimiste : « on n'en est pas loin », assure-t-il sans donner de chiffres précis et se félicite de la hausse des marges.

A propos de fiscalité, il s'est permis de critiquer ce qu'il considère être une idée reçue :

« Vous tombez dans le piège absolu des journalistes : ne croyez pas que les grandes entreprises payent peu d'impôts et les petites beaucoup, c'est l'INSEE qui le dit ! »



Dans la lutte contre le chômage structurel, Geoffroy Roux de Bézieux a insisté sur l'importance de la formation :

« Les gens qui sont au chômage ne sont pas des gens diplômés ».

« Les Français se disent que tout est joué d'avance, quels que soient les efforts que fourniront leurs enfants. La France est le pays de l'OCDE où la mobilité sociale est la plus faible ».

Il vante les États-Unis comme un contre-exemple :

« Les Américains ont toujours l'espoir que ce sera leur tour, ou celui de leurs enfants. »

Pour remédier à cette inertie sociale, Geoffroy Roux de Bézieux balaie l'idée d'un revenu universel au profit d'un « capital départ »

Par ailleurs, le président du MEDEF s'est exprimé en faveur d'une prolongation de la « prime Macron », une prime exceptionnelle de pouvoir d'achat défiscalisée. Le temps d'apaiser les gilets jaunes. 12% des entreprises l'ont versée aux salariés, pour un montant moyen de 449 euros par bénéficiaire. Geoffroy Roux de Bézieux a également évoqué les enjeux de responsabilité sociale et environnementale, il juge la Loi Pacte inutile face à l'attente grandissante des citoyens envers les entreprises.

« Je n'ai rien contre, mais ça ne servira à rien. Ce sont les patrons qui changent le monde, pas l'État (...) Changer le monde, ça ne se décrète pas ».

L'ex-PDG de The Phone House a certainement marqué un tournant dans le leadership du MEDEF. Après s'être opposé aux parachutes dorés,

Ce changement de cap radical lui paraît nécessaire face à « l'extraordinaire disruption » qui remet en cause le capitalisme familial à la française :

« Aujourd'hui, (les jeunes entrepreneurs) se rendent compte que ce que leurs parents ont fait ne fonctionne pas forcément de la même manière aujourd'hui (...). Ce qui fait changer les mentalités, c'est les générations qui ont de nouvelles priorités. Il y a une initiative d'étudiants de grandes écoles, disant "nous ne travaillerons pas dans une entreprise qui ne se préoccupe pas du climat" ».

Cependant cette conception européenne de l'entreprise et de la société serait menacée.

« La Chine est en train de montrer que liberté économique et liberté politique ne vont pas de pair ». Inquiet de la menace autocratique, le président du MEDEF appelle à une politique industrielle européenne :

« La réponse de l'Europe, c'est celui de sa souveraineté. À un moment, il faut mettre en place une réciprocité. Le libre-échange ce n'est pas la jungle. Pour le moment, le système chinois prend le dessus ».

Finalement Geoffroy Roux de Bézieux met en évidence deux « murs » auxquels l'économie française est confrontée : le mur de la mondialisation, marquée par les velléités expansionnistes de la Chine, et le mur du numérique porté par les GAFA et l'intelligence artificielle, dont découle la problématique de la fin du travail.

Le lien des retraités d'Indre et Loire

Appel du 52^{ème} congrès confédéral : La CGT à l'offensive sur tous les fronts



Les 1000 délégués réunis en congrès à Dijon du 13 au 17 mai 2019 décident d'amplifier la mobilisation pour faire échec aux régressions sociales mises en oeuvre par le gouvernement à la botte du patronat.

La lutte des classes est bien réelle, les richesses produites par ceux qui travaillent sont de plus en plus spoliées par une minorité d'ultra riches. Pour conserver leurs privilèges, ils veulent anéantir tous les conquits sociaux arrachés par la lutte des travailleurs. Du Code du travail à la sécurité sociale et l'assurance chômage, tout doit disparaître pour leur assurer une rentabilité financière sans entrave.

La CGT réaffirme son refus du projet de loi de transformation de la Fonction publique en cours qui cherche à anéantir les fondements mêmes du statut. Elle s'engage à le combattre pour continuer à imposer des services publics renforcés, proches et accessibles répondant aux besoins de l'ensemble de la population quel que soit son lieu de vie ou de travail.

N'oublions pas également que sans services publics il n'y a pas d'industries, cette lutte doit être l'affaire de tous les syndicats de la CGT.

La CGT s'engage à combattre le projet gouvernemental «Delevoeye»

de système universel de retraite à points et défend le maintien et l'amélioration des 42 régimes de retraites existants.

Toutes et tous ensemble, mobilisés pour une retraite solidaire par répartition rendant possible un départ à 60 ans à taux plein et avec une pension de 75% du salaire et ne pouvant être en dessous du SMIC ainsi que la reconnaissance des départs anticipés.

Le congrès affirme qu'il faut augmenter le financement de la retraite par l'augmentation des salaires dont le SMIC à 1800 euros, la lutte pour l'égalité salariale entre les femmes et les hommes le rétablissement des cotisations sociales, bases de notre sécurité sociale intégrale, la suppression des exonérations patronales, dont le CICE et de la CSG sur les revenus du travail et les pensions ou la taxation des revenus financiers...

Toute la CGT est mobilisée pour la défense des libertés syndicales et lutte contre toutes les discriminations et toutes les violences, notamment policières et judiciaires qui s'intensifient contre les militants syndicaux, la jeunesse et, plus largement tous les citoyens mobilisés dans les entreprises, administrations ou dans les manifestations, qu'ils portent des gilets rouges, jaunes ou roses... partout où sont partagées nos valeurs. La CGT exige l'annulation de toutes les condamnations prononcées à leur encontre.

Elle réaffirme son combat sans faille contre tous les mouvements d'extrême droite qui se nourrissent des politiques d'austérité et la misère en France, en Europe et dans le Monde.

Ce n'est pas l'immigration qui crée le dumping social mais l'absence de droits, se battre pour les travailleurs

migrants, c'est se battre pour tous les travailleurs !

La CGT agit pour la paix, la liberté et la sécurité de tous les êtres humains et affirme que les gouvernements doivent s'engager pour le désarmement. Elle salue l'action de tous les militants qui agissent en ce sens.

Comme le congrès l'a souligné toute la semaine, il y a urgence sociale et urgence climatique, la CGT appelle dès aujourd'hui aux manifestations pour le climat avec les organisations de jeunesse le 24 mai prochain et plus largement dans les mobilisations à venir.

Les syndicats, réunis en congrès, s'engagent à amplifier et à généraliser les mobilisations par la grève et les manifestations dans l'unité et la convergence la plus large pour obtenir le retrait des projets de régression sociale et gagner de nouvelles conquêtes sociales.

Tous dans la lutte au coeur du Travail pour l'avenir et la transformation de la société.



Dijon, le 17 mai 2019

Le lien des retraités d'Indre et Loire

Sports loisirs culture

Un Livre : Gérard Mordillat « Ces femmes-là » roman Albin michel

Après « La tour abolie et La brigade du rire », Gérard MORDILLAT capte, à travers une multitude de destins individuels, la puissance d'une action collective. Epique, politique et humaine: une fresque visionnaire

American Tours Festival 5 au 7 juillet 2019

Parc Expo Tours (37) - 13ème Edition
C'est l'évènement incontournable pour les passionnés de toutes les cultures américaines. Unique en Europe, ce festival est un savant mélange d'univers Rock & Vintage, Moto & Kustom, Country, Rodéo & Western. Un évènement qui se veut également musical grâce aux nombreux cours de danses, Rock & Roll, Country et Line ainsi qu'à sa programmation éclectique et riche de nombreux concerts, dont celui de Scorpions, le vendredi 5 juillet et les Stray Cats le samedi 6 juillet.

Durant 3 jours, c'est l'occasion de plonger au coeur de ce qui a fait les légendes américaines

Dans le cadre de l'évènement Viva Léonardo da Vinci 2019! - 500 ans de Renaissance(s) en Région Centre Val de Loire, le Château du Rivau situé à Lémeré en Touraine a choisi de montrer son influence, son legs et sa modernité grâce à plus de 30 artistes de notre temps.

L'exposition Hommage à Léonard et à la Renaissance (du 1er avril au 3 novembre) transpose dans l'art contemporain l'héritage du maître du Cinquecento, mort en Val de Loire il y a 500 ans et le legs artistique de la Renaissance. Vaste cabinet de curiosités, l'exposition présentée dans les salles historiques du château, fait écho au système de pensée du Maître, génie polyvalent pour lequel la conception ne constitue pas la fin mais le moyen de la réflexion. Elle illustre les différents apports de Léonard, homme d'esprit universel, à l'Histoire des arts en Europe.

Papy, Mamie qu'est-ce qu'on fait ?

Les nuits fanstatiques Château d'Azay le Rideau Du 4 juillet au 31 août 2019

Vivez une déambulation immersive et découvrez créatures merveilleuses et éphémères, projetées en pleine nature. Un spectacle et une expérience interactive dans le parc du château d'Azay Le Rideau. Imaginez la nature du parc métamorphosée en chambre des merveilles.

Vivez une déambulation immersive et découvrez créatures merveilleuses et éphémères, projetées en pleine nature. Participez en famille à la découverte de trésors cachés grâce à la réalité augmentée.

Un récit en deux actes : les arts et le merveilleux

ACTE 1 : LE MERVEILLEUX
Déambulation et Exploration : durée 45min

Le visiteur peut capturer au fil de ses déambulations animales merveilleuses dans son cabinet de curiosité.

La façade du château reste allumée durant la déambulation, offrant une vue intérieure en réalité augmentée

ACTE 2 : LES ARTS
Projection sur la façade : 12-15 min.
L'art de la renaissance. Architecture, peinture, sculpture, le château s'anime et se transforme au travers d'effets spectaculaires mettant en avant les grands chefs d'oeuvre de la renaissance

Le festival Les Courants 2019 vous donne RDV pour une nouvelle édition à sur l'île d'Or à Amboise du vendredi 19 juillet au samedi 20 juillet 2019
l'édition sera haute en couleur et dense en son : Alborosie & Shengen
Clan, Odezenne, Mass hysteria, Tairo & family Band, Rim'K, Les Hurlements d'Leo, Madame Robert, Al Tarba & Senbei, First Draft, Suzane, Dubioza Kolektiv, EZPZ + vainqueur tremplin

L'album du trimestre : Gauvain Sers « Les oubliés »

Avec son look à la Gavroche et son phrasé typique, Gauvain Sers a connu l'un des succès-surprises de 2017. Découvert en première partie de la tournée de **Renaud**, le chanteur de 29 ans a profité de cette exposition pour vendre plus de 100.000 exemplaires de son premier album "Pourvu", défendu par un morceau-titre diffusé en boucle sur les ondes.

Gauvain Sers signe son retour avec "Les oubliés". Pour ce morceau produit par Yarol Poupaud (Johnny Hallyday), le chanteur évoque une nouvelle fois sa campagne natale et comment celle-ci apparaît comme la « *laissée pour compte* » dans la société française actuelle « *à deux vitesses* ». Avec comme image première, la véritable histoire de la fermeture d'une école, faute d'effectif et de moyens.

"On est les oubliés, la campagne, les paumés..."

« *A vouloir regrouper les cantons d'à côté en trente élèves par salle / Cette même philosophie qui transforme le pays en un centre commercial / Ça leur a pas suffi qu'on ait plus d'épicerie qu'les médecins s'fassent la malle* » clame Gauvain Sers avant d'enchaîner sur un refrain réaliste, à la mélodie douce : « *On est les oubliés / La campagne, les paumés, les trop loin de Paris / Le cadet de leurs soucis* ». Par ailleurs, pour la pochette du titre, Gauvain Sers s'affiche au portail d'une école tandis que des enfants courent derrière lui.

« *Ça coulait de source qu'on devait le tourner là où le symbole serait le plus fort, c'est à dire dans une salle de classe. Et pas n'importe laquelle. Celle de Jean-Luc Massalon, l'instituteur qui m'a envoyé sa bouteille à la mer, il y a presque un an et sans qui cette chanson n'existerait pas. Sachez aussi que les enfants sont ceux qui sont concernés par la fermeture de l'école. C'était important pour moi de ne pas engager des comédiens, cette chanson étant malheureusement le reflet d'une triste réalité pour beaucoup de villes et de villages* » explique l'artiste par rapport à son clip

A noter que Gauvain Sers sera en concert au festival Avoine Zone Groove